

LE DOUTE S'INSTALLE AU DELÀ DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE

La politique de l'Etat ne serait-elle pas en train de conduire la filière nucléaire au bord du gouffre ?

Les travaux du CEA ont permis, depuis 1947, de développer des moyens de production d'électricité assurant l'indépendance nationale avec un kWh bon marché. Ses équipes de recherche ont toujours été mobilisées pour garantir le meilleur niveau de sûreté et de sécurité des installations nucléaires, conditions incontournables pour l'exploitation de cette source d'énergie. Les chercheurs, ingénieurs et techniciens caressaient encore il y a peu, l'espoir de voir enfin démarrer la construction d'un prototype de réacteur nucléaire de quatrième génération, ASTRID. Avec lui, une solution au traitement des combustibles usés (jusqu'à 10 tonnes de plutonium par an - un produit hautement radioactif à vie longue) était envisageable. Car personne ne devrait laisser un tel héritage aux générations futures.

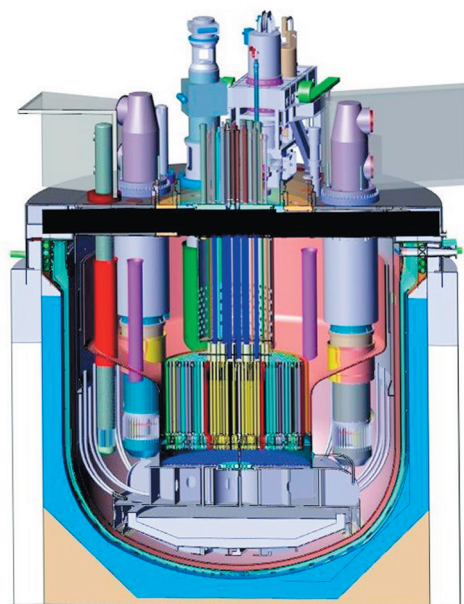
Aujourd'hui, un doute s'installe au CEA

Pourtant, après des années d'études, et alors que l'avant-projet de prototype est achevé, le nouvel administrateur général du CEA vient de rétrograder, brutalement et sans préavis, le Directeur de l'Energie Nucléaire, défenseur de cette IV^e génération. Son remplaçant se voit confier une mission destinée à regrouper, sous une même autorité opérationnelle, l'ensemble des recherches sur l'énergie nucléaire et les énergies alternatives.

Dans le même temps, les équipes qui travaillaient sur la IV^e génération (environ 300 salariés) voient leurs effectifs se réduire et se disperser sur d'autres activités. Une réduction drastique des moyens consacrés à l'électronucléaire est-elle en train de se profiler ?

Si certains imaginent un futur transfert des moyens finan-

**C'est l'avenir
du nucléaire
qui risque
de s'effondrer.**



Vue en coupe verticale du bloc réacteur d'Astrid.

ciers du nucléaire vers d'autres activités liées aux énergies alternatives et à la transition énergétique, ils se trompent. Le modèle économique de développement des énergies alternatives est encore balbutiant, alors que celui de l'énergie nucléaire est mature. Par ce transfert de moyens opéré à la hussarde, c'est bien l'avenir du nucléaire qui risque de s'effondrer et sans doute plus vite qu'on ne l'imagine. Si, comme on peut légitimement le redouter, le CEA s'acheminait vers un abandon des recherches nucléaires d'avenir, il perdrait sa raison d'être et l'ensemble de ses spécificités.

Les conséquences ne concerneraient pas que les chercheurs du CEA

L'électricité nucléaire produite, transportée, distribuée et commercialisée par EDF, outre le fait qu'elle soit décarbonée, reste relativement bon marché. Or, en fin de cycle, il reste des combustibles usés qui sont aujourd'hui stockés comme matières valorisables et non comme déchets dans les comptes d'EDF.

Si l'abandon des réacteurs de IV^e génération venait à se confirmer, ces combustibles usés passeraient du statut de stock de combustible réutilisable (actif) au statut d'un déchet coûteux et non valorisable (passif). Les conséquences comptables et économiques seraient désastreuses pour EDF, mais aussi pour nos factures d'électricité.

De quel droit précipiter le déclin d'une filière industrielle nationale, soi-disant pour favoriser l'émergence des énergies alternatives ? Ne prendrait-on pas le risque également de baisser la garde sur la sûreté et la sécurité nucléaire, ainsi que sur la gestion des déchets produits depuis plus de quarante ans par cette industrie ? ■